

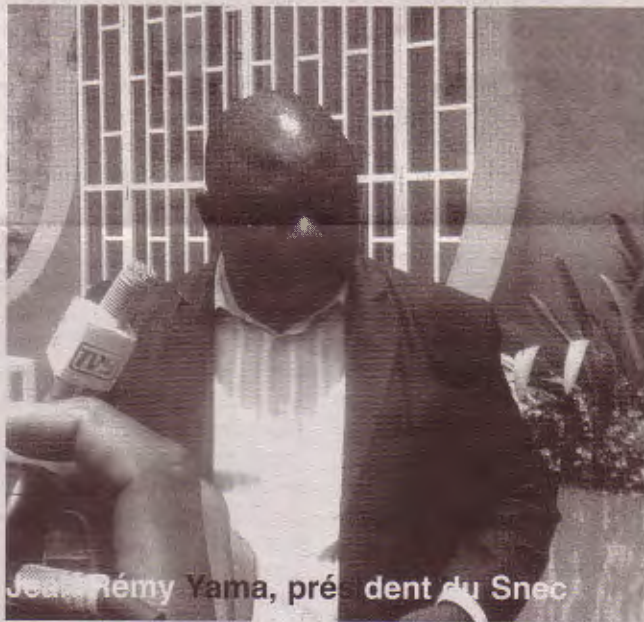
Le Snec pose ses conditions

Par SBM

«**P**as de rentrée de classes au supérieur et dans les grandes écoles !»

C'est la position que le Syndicat national des enseignants et enseignants chercheurs (Snec) a donnée, le week-end, à l'École normale supérieure (ENS). Au cours de cette conférence de presse, Jean-Rémy Yama, le président de ce syndicat, a rappelé les raisons de cette décision : la solidarité envers leurs collègues de la Convention nationale des syndicats du secteur éducation (Conasysed) qui ont promis de boycotter la rentrée des classes si leurs camarades syndicalistes, Cyrlin Koumba Essiane et Roger Abessolo, tous membres de Dynamique Unitaire (DU), ne sont pas libérés. En outre, les enseignants des universités et grandes écoles ne comptent pas reprendre les cours si le paiement intégral des sommes dues aux enseignants, notamment la prime d'incitation à la recherche (Pir), n'est pas effectif.

Evoquant le manque de considération du gouvernement pour le système éducatif, notamment l'épineux problème des effectifs pléthoriques, les mauvaises conditions de travail et d'apprentissage des enseignants et des élèves,



Jean-Rémy Yama, président du Snec

la non construction d'établissements, le Snec se dit prêt à ne pas aller en classe si les solutions ne sont pas trouvées. « *En sept ans, le Gabon veut organiser deux Can, mais durant la même période, aucun établissement n'est sorti de terre. Pourquoi ne pas se servir de cet argent pour construire les écoles et les hôpitaux ? A-t-on besoin d'être sensé pour comprendre qu'on est dans un pays des insensés où les priorités sont rangées au bas de l'échelle et le ludique en première classe ?* », s'est interrogé un enseignant.

Le gouvernement est véritablement dans de sales draps. D'abord la Conasysed, ensuite le Syndicat de l'Éducation nationale (Sena), et voilà

que le Snec vient s'ajouter à la liste des corporations qui désirent commencer l'école à condition que le gouvernement, qui brille habituellement par le mensonge, solde sa dette. On est loin du temps de l'arrogance et la légèreté avec laquelle le porte-parole du gouvernement, Alain Claude Bilie By Nze, tentait de régler le problème des enseignants. Cette fois, l'unanimité est faite. Du préprimaire au supérieur, les enseignants réclament les meilleures conditions de travail et d'apprentissage. Ils attendent du gouvernement de la crédibilité, de la responsabilité, et non le mensonge et l'intimidation.